

MASOOD AHMED

Directeur du département Moyen-Orient et Asie Centrale, FMI

Merci de m'avoir invité et d'avoir organisé ce débat. Comme vous l'avez dit dans votre introduction, le Moyen-Orient comprend différents groupes de pays traversant actuellement des expériences très différentes. Il y a des pays en crise, des pays riches en pétrole et confrontés à différents problèmes, et ceux que je qualifierais de pays en transition, pour la plupart des pays importateurs de pétrole tels que la Tunisie, le Maroc, la Jordanie et l'Égypte. Je souhaiterais parler plus particulièrement des pays importateurs de pétrole de cette région car je pense qu'ils traversent une période de transition très difficile et qu'ils arrivent à un tournant décisif. Nous savons que ces pays ont été frappés, il y a trois ans, par trois types de chocs. Leurs principaux partenaires commerciaux – l'Europe – sont entrés dans une période de stagnation. Des conflits ont éclaté, d'abord en Libye, puis en Syrie, et ont eu un effet de contagion sur d'autres pays, et l'impact du conflit syrien sur la Jordanie et le Liban est déjà significatif. Dans le même temps, ces pays ont connu un changement politique interne, parfois dû à des soulèvements populaires, qui s'est révélé être beaucoup plus long et contesté que prévu. En réponse à ces crises, les gouvernements ont essayé d'apaiser la situation en dépensant plus pour l'emploi, en subventionnant l'énergie et les produits alimentaires et en accordant des augmentations salariales dans le secteur public.

Trois ans plus tard, où en sommes-nous ? La plupart de ces pays aujourd'hui sont pris entre le marteau et l'enclume. D'une part, leurs populations sont impatientes car elles n'ont pas encore vu les retombées positives des changements qu'elles attendaient – les changements politiques qu'elles avaient espérés. Aujourd'hui, dans ces pays, le chômage touche environ 2 millions de jeunes de plus qu'il y a trois ans et ceux qui travaillent ont vu leurs revenus stagner. La confiance du secteur privé est loin d'être au rendez-vous et ce secteur attend que la situation se stabilise. La reprise n'est donc pas à l'ordre du jour. D'autre part, comme ils ont essayé de résoudre leurs problèmes en augmentant les dépenses, les réserves financières sont en partie épuisées et leur capacité à continuer de financer les subventions, ce qu'ils ont fait ces trois dernières années, est aujourd'hui fortement amputée. Pourtant ces gouvernements ont beaucoup de mal à prendre les décisions qui permettraient de réaffecter l'argent des subventions à la création d'emplois, qui est la priorité numéro 1 pour les jeunes aujourd'hui. Les sociétés se sont tellement polarisées politiquement que cela influe également sur la capacité des gouvernements à prendre des décisions difficiles.

Que pouvons-nous donc faire maintenant pour aller de l'avant ? Trois choses peuvent être faites selon moi. Premièrement, il faut absolument donner de l'espoir aux jeunes en leur offrant des opportunités d'emploi à court terme. Cela signifie réaffecter les dépenses à la création d'emplois. Le secteur public devra assumer une partie de ces dépenses à court terme car le secteur privé est tout bonnement absent. Toutefois, cela implique également que le reste du monde apporte une aide supplémentaire afin d'aider les gouvernements à créer des emplois.

Deuxièmement, une discussion doit avoir lieu sur le type de modèle économique qui suivra la phase de stabilisation. La raison pour laquelle le peuple est descendu dans la rue il y a trois ans, outre l'aspiration politique à plus de dignité et d'équité, est qu'il n'y avait pas assez d'emplois créés et que les emplois qui étaient créés allaient à ceux qui bénéficiaient de réseaux, empêchant ainsi un plus large partage des fruits de la croissance. Cette discussion sur l'avenir n'en est qu'au tout début car les gouvernements se concentrent essentiellement sur la stabilisation de la macroéconomie au lieu de changer la structure économique sous-jacente. Telle est, selon moi, la deuxième priorité.

Troisièmement, il est très important que le gouvernement élargisse le débat afin d'inclure d'autres parties de la société. De plus en plus, dans ces sociétés, il est impossible d'imposer votre programme politique ou votre plan économique, aussi pertinent soit-il, mais il est tout aussi difficile aujourd'hui de trouver un consensus en raison du degré de polarisation de ces sociétés. À moins d'établir un agenda économique commun, même s'il existe des divisions sur d'autres dimensions politiques et sociétales, il sera très dur de passer de la stabilisation à la croissance. Voilà donc les points sur lesquels je souhaitais axer mon intervention.

Outre les problèmes auxquels sont confrontés les pays en transition, il y a bien entendu la situation en Syrie qui est une véritable tragédie pour le peuple syrien, et les conséquences économiques se font déjà sentir pour les Syriens. Je pense cependant que les autres intervenants parleront plus directement de ce problème.